



AUTONOMISER LES PERSONNES : LA STRATEGIE EXECUTIVE DE L'OSISA 2019-2022

Introduction

Les programmes OSISA dans 11 pays d'Afrique australe. Notre travail a été renforcé au cours de la dernière décennie par des ressources financières relativement stables, un personnel expérimenté et motivé, des recherches, des données et des analyses fondées sur des événements, un réseau engagé de partenaires qui partagent notre vision et font partie du réseau mondial des fondations. Tout ce qui précède permet d'accroître la visibilité de notre travail et d'amplifier les voix que nous soutenons.

Nous observons une mobilisation accrue des citoyens et de la société civile, à la fois lors des élections et face aux menaces pesant sur la démocratie constitutionnelle, ainsi que contre la médiocrité des services sociaux et les inégalités en République démocratique du Congo (RDC), en Angola, au Zimbabwe, en Zambie, au Malawi, au Mozambique, à Madagascar et en Afrique du Sud. Nous avons enregistré des succès dans la mise en place de mouvements sociaux de petits exploitants, de femmes agricultrices, de femmes commerçantes informelles, de groupes de lesbiennes, de gays, de bisexuels, de transgenres et d'intersexués (LGBTI) et de femmes dans les communautés touchées par le secteur minier. En outre, l'expansion du journalisme d'investigation et nos travaux sur la gouvernance des ressources naturelles, qui amènent les industries extractives à rendre des comptes, témoignent de nos impacts. Cependant, nous assistons également à une augmentation des réactions du gouvernement, notamment par la menace d'une réglementation accrue à l'encontre de la société civile et d'un contrôle accru des médias (y compris les médias sociaux).

Nous aspirons à ce que les personnes vivent sans discrimination et jouissent de leurs droits, indépendamment de leur identité ; à ce que le pouvoir soit exercé de manière responsable ; et à ce que les voix dissidentes aient autant de résonance que celles de la majorité. Notre stratégie 2019-2022 décrit notre objectif général, nos objectifs spécifiques et nos tactiques pour les atteindre, ainsi que la manière dont nous alignons notre stratégie sur les ressources. Nous continuerons à jouer un rôle distinct grâce à notre force de mobilisation, à notre leadership éclairé et à l'octroi de subventions, notamment dans les domaines que les autres donateurs ne financent pas, tels que le renforcement des agences de citoyens et des mouvements de promotion, de protection et de progression des droits des marginalisés. Ce positionnement nous permet d'ouvrir un espace d'engagement sur des problèmes difficiles et délicats, mais néanmoins pertinents, qui touchent notre région.

Grâce à nos subventions, à nos recherches, à nos activités de plaidoyer et aux autres interventions que nous menons, nous espérons voir plus de personnes s'organiser, s'exprimer, manifester et contester les tentatives visant à plomber la démocratie, le constitutionnalisme, la transparence et la responsabilité. En prévision du tollé des gouvernements, nous prévoyons d'octroyer des subventions aux organisations qui assurent la défense juridique, afin de leur permettre d'apporter du soutien juridique aux manifestants et aux activistes (voir notre théorie du changement).

Dans notre nouvelle stratégie, le *changement principal* fera partie de notre approche. Pour lutter contre les revers démocratiques, la discrimination accrue, les violations des droits de l'homme et les économies non inclusives, nous comptons renforcer notre soutien à *l'autonomisation des populations*

en tant que *principaux agents du changement au sein de la société*. Tandis que nos efforts précédents visaient à travailler à la fois sur la demande et l'offre, nous augmenterons notre soutien à la demande, en raison des efforts délibérés du gouvernement visant à fermer l'espace civique, de la corruption non résolue ainsi que de l'incapacité et du refus de promouvoir et protéger les droits de l'homme. En ce qui concerne les services publics, nous nous concentrerons sur la santé et l'éducation en tant qu'investissements clés pour garantir aux personnes des vies dignes et valorisantes. Nous allons placer les personnes qui portent le plus lourd fardeau dans les sociétés fermées au centre de nos efforts dans tout notre travail.

Notre contexte

Le contexte politique, social et économique en Afrique australe est en pleine mutation. En ce qui concerne la *politique*, les mouvements de libération dominants tels que l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU PF), le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) et le Congrès national africain (ANC), qui ont gouverné depuis des décennies, ont connu un renouveau dans le leadership. Il est encore impossible d'affirmer s'il s'agit d'une opportunité pour un type de politique différent de celui qui existe aujourd'hui ou l'espace est restreint, les voix de l'opposition sont réduites au silence, la liberté des médias est limitée et l'espace civique est restreint.

La région a connu des renversements dans sa trajectoire démocratique. Ces renversements ont revêtu diverses formes.

Premièrement, nous avons connu des *violations de l'ordre constitutionnel* dans des pays tels que : Le Zimbabwe, qui a connu un coup d'État militaire en novembre 2018 et a tenu des élections en juillet 2018 ; la RDC, où le président Joseph Kabila a créé une crise politique en restant au pouvoir au-delà de son mandat constitutionnel ; et en Zambie, où, en décembre 2018, la Cour constitutionnelle a autorisé le président Edgar Lungu à briguer un troisième mandat. Au Mozambique, les pourparlers de paix entre le parti au pouvoir, le FRELIMO, et le parti d'opposition Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) se sont enlisés après le décès d'Alfonso Dhlakama. L'économie du pays est en crise à la suite d'un énorme scandale de corruption de la dette. Les élections locales ont mis à l'épreuve la trajectoire démocratique et pacifique du pays tandis que l'impunité à l'égard des violations graves des droits de l'homme se poursuit.

Deuxièmement, les partis au pouvoir ont eu tendance à *manipuler les élections* pour rester au pouvoir et saper les choix démocratiques des citoyens. Cela a pris diverses formes, allant de : la restriction des activités politiques de l'opposition (Zimbabwe, RDC, Angola, Zambie, Swaziland, Mozambique) ; la promulgation et la mise en œuvre des lois qui restreignent les activités politiques, civiques et médiatiques (Zimbabwe, RDC, Angola, Zambie, Botswana) ; la manipulation des processus et des institutions électoraux (Angola, RDC, Zimbabwe, Mozambique, Zambie) ; et le recours à la violence et à l'intimidation (Zimbabwe, RDC, Angola, Zambie, Lesotho). Bien que le recours à la violence pour remporter des élections semble avoir diminué en raison des coûts plus élevés de l'illégitimité imposés par la communauté régionale et internationale, de nouvelles formes de manipulation électorale plus intelligentes, notamment l'utilisation de la technologie, sont en augmentation (Zimbabwe, RDC). Un dénominateur commun est la répression violente des manifestations de jeunes en Angola, en RDC, au Malawi et au Zimbabwe, où ils sont arrêtés, harcelés ou même tués.

Troisièmement, cibler les anciens et les nouveaux espaces médiatiques *pour bloquer l'espace civique*. Les journalistes sont soumis aux lois qui restreignent leur travail, sont harcelés, poursuivis en justice pour diffamation et, dans certains cas, menacés de violence et de mort. Au Botswana, en 2017, des

journalistes du *Centre de journalisme d'investigation INK* (ont été arrêtés et menacés de mort par des agents de sécurité dans le cadre de leur travail). Au Lesotho, un journaliste a été fusillé par des inconnus armés en 2017 mais a survécu. En Zambie, un grand journal indépendant reste fermé sur des allégations d'infractions fiscales s'élevant à 6 millions USD. Au Zimbabwe, au moins 32 journalistes ont été agressés alors qu'ils exerçaient leur métier en 2016 seulement.¹ Une tendance commune consiste à cibler des journalistes dont le travail expose la corruption.

Sur le plan de l'*économie*, la plupart des pays d'Afrique australe dépendent des ressources minérales. Ces pays comptent parmi les plus grands producteurs au monde de minéraux principaux, par exemple le pétrole (Angola), le cobalt (RDC, Zambie, Zimbabwe), le cuivre (Zambie, RDC), les diamants (Botswana, Lesotho, Namibie, RDC, Angola, Zimbabwe et Afrique du Sud), le platine (Afrique du Sud, Zimbabwe), l'or (RDC, Afrique du Sud, Zimbabwe) et le charbon (Mozambique, Zimbabwe, RDC, Afrique du Sud, Botswana). Cette dotation (et la dépendance à son égard) rendent les économies de la région vulnérables aux cycles d'expansion/récession des produits de base qui accompagnent l'extraction minière. Après une période de récession de plusieurs années, certains signes préliminaires indiquent que les prix des produits de base de certains des principaux minéraux sont à nouveau en forte hausse. Paradoxalement, la plupart des pays de la région sont également les plus inégaux et les plus pauvres. Quatre pays de la région (Namibie, Afrique du Sud, Zambie et Botswana) figurent parmi les dix pays les plus inégaux au monde. La corruption des secteurs public et privé sous-tend ces problèmes de développement, et elle sape la démocratie et prive les pays des ressources nécessaires à la fourniture de services publics.

La région continue de faire face à une régression en ce qui concerne *les droits de l'homme*, notamment à l'endroit des minorités, des groupes et des communautés défavorisés et marginalisés. Outre l'incapacité des gouvernements à protéger leurs droits civils et politiques, les femmes, les minorités sexuelles, les groupes autochtones, les jeunes, les migrants, les personnes atteintes d'albinisme et d'autres groupes sont victimes de discrimination, d'exclusion et de violence systématiques. En Angola, malgré l'abrogation récente de la loi sur les organisations non gouvernementales (ONG), l'espace permettant aux citoyens d'exprimer leurs droits civils et politiques continue de se rétrécir avec les réactions violentes des gouvernements face aux manifestations pacifiques de jeunes. En RDC, l'escalade de la violence dans la région du Kasai a entraîné la mort de milliers de personnes et le déplacement de près d'un million de personnes. Au Zimbabwe, les lois visant à restreindre l'activité politique et la liberté des médias demeurent, malgré la promesse d'organiser des élections libres et transparentes en août 2018.

Notre stratégie

Notre objectif pour les quatre prochaines années est de **renforcer la capacité des personnes** à se mobiliser et à s'organiser pour protéger et défendre la démocratie constitutionnelle, lutter contre la discrimination et l'injustice et promouvoir des économies inclusives et des services publics équitables. Cette approche qui fait partie de la demande sera concrétisée par le biais de l'octroi constant de subventions aux associations et formations citoyennes et civiques. Le cas échéant, nous jouerons un rôle de catalyseur et de soutien en utilisant notre pouvoir de mobilisation et en investissant dans des travaux conceptuels pour assurer un leadership-éclairé stratégique axé sur les trois piliers ci-dessous.

¹ Amnesty International – 2017 Rapport sur les droits de l'homme en Afrique australe

Nos objectifs stratégiques

En réponse au contexte décrit ci-dessus, nous avons organisé notre travail autour de trois piliers prioritaires : **La démocratie et la gouvernance** ; **la justice économique et sociale** ; et **les droits de l'homme, l'accès à la justice et l'État** de droit chacun comportant un objectif stratégique :

Le pilier de *la démocratie et la gouvernance*:

Objectif stratégique 1: *Autonomiser les voix, les processus, les organisations et les mouvements favorables à la démocratie œuvrant pour la promotion et la défense de la démocratie, du constitutionnalisme et de la responsabilité des secteurs public et privé.*

Les défis sont de savoir comment s'assurer que: les citoyens sont en mesure de lutter contre l'érosion de l'espace démocratique ; le pouvoir politique est légitimement obtenu ; et que les citoyens peuvent demander des comptes aux acteurs politiques et autres dans l'exercice de ce pouvoir.

Nous continuerons d'appuyer la consolidation de la démocratie, notamment en soutenant la participation des citoyens à des élections crédibles au Malawi (2019), au Mozambique (2019), en RDC (2018) et en Zambie (2020). Nous augmenterons notre soutien aux voix favorables à la démocratie et aux acteurs de la société civile qui défendent le constitutionnalisme en RDC, au Zimbabwe et en Zambie. Notre soutien visait auparavant à apporter une assistance juridique aux jeunes manifestants arrêtés en Angola, en RDC et au Zimbabwe. Nous allons également octroyer des subventions aux formations de jeunes émergentes de la RDC, du Zimbabwe et de l'Angola qui s'organisent et se mobilisent pour la défense des droits, de la démocratie et des constitutions (plutôt que seulement après les faits). Nous augmenterons notre soutien aux formes d'activisme émergentes qui tirent parti des mouvements des TIC et des hashtags par le biais de centres technologiques et plateformes dirigées par des jeunes afin de faire entendre la voix des jeunes qui exigent la responsabilité du gouvernement. Nous continuerons d'appuyer le journalisme d'investigation au Botswana, au Malawi, au Lesotho et au Zimbabwe dans la déclaration de la corruption, notamment en ce qui concerne les marchés publics et ses conséquences sur la prestation de services publics.

Pilier des droits de l'homme, l'accès à la justice et l'État de droit:

Objectif stratégique 2: *Autonomiser les personnes confrontées à la discrimination, à l'injustice et aux violations des droits de l'homme en raison de leur identité, de leurs convictions et de leurs opinions, leur permettant de connaître, de comprendre et de défendre leurs droits ; et renforcer les capacités des institutions nationales pour lutter contre la discrimination, rendre la justice et protéger les droits de l'homme.*

Bien que la situation des droits de l'homme reste faible pour la plupart des gens, elle est pire pour la communauté LGBTI, les travailleurs du sexe, les femmes, les personnes handicapées, les groupes autochtones, les migrants, les communautés minières, les commerçants informels, les défenseurs des droits humains et les militants politiques ciblés pour leurs identités, leurs opinions, leurs croyances, leurs statuts socio-économique et autres. Le défi consiste à autonomiser les citoyens confrontés à la discrimination et à d'autres violations des droits de l'homme pour comprendre, revendiquer et défendre leurs droits, tout en renforçant les capacités des institutions publiques à rendre la justice.

Nous continuerons donc à soutenir les organisations pour les aider à organiser et à mobiliser la communauté LGBTI afin de lutter contre les lois, les politiques et les attitudes discriminatoires. Nous continuerons à promouvoir la solidarité et à mettre sur pieds des mouvements, y compris avec les organisations professionnelles, afin de cibler les attitudes négatives à l'égard des communautés LGBTI et du travail du sexe.

Nous continuerons également à soutenir les campagnes de sensibilisation aux droits de l'homme et à apporter un soutien aux militants des droits de l'homme de toute la région.

Pilier de l'économie et de la justice sociale:

Objectif stratégique 3: *Autonomiser les citoyens pour se défendre et exiger des économies inclusives et réactives qui fournissent des services publics plus responsables et équitables, notamment la santé et l'éducation.*

Le défi consiste à savoir comment impliquer les citoyens dans le plaidoyer pour une économie inclusive, une meilleure responsabilisation du gouvernement et des services publics plus équitables.

Nous continuerons à travailler avec des groupes de réflexion d'activistes qui représentent les intérêts des communautés marginalisées et des mouvements de justice économique de la région. Nous ciblerons les agricultrices rurales, les commerçantes informelles, les employées de maison (droits des employées de maison) et les femmes touchées par le secteur extractif. Nous soutiendrons les groupes de défense des droits des femmes et ceux qui militent contre les flux financiers illicites (FFI) et appellent à une plus grande mobilisation des ressources nationales ainsi qu'à une réforme fiscale en Angola, en RDC, au Mozambique et au Zimbabwe.

Dans le domaine de l'éducation, nous continuerons à soutenir les coalitions pour l'éducation, les associations de parents d'élèves, les instances dirigeantes des écoles et d'autres parties prenantes afin de promouvoir l'élargissement de l'accès et de la qualité, notamment pour *les enfants non scolarisés*, les apprenants handicapés et les enfants issus de milieux pauvres et les communautés autochtones de manière générale et du développement de la petite enfance (ECDE). Nous continuerons à soutenir les coalitions et les réseaux ECDE

Dans le domaine de la santé, entrepris en étroite collaboration, nous continuerons à recourir aux subventions, à la recherche et au plaidoyer pour faire progresser les droits à la santé. Nous allons accorder des subventions aux groupes de la société civile et aux communautés du Zimbabwe, du Malawi et du Mozambique.